

Puffs : une interdiction pour de mauvaises raisons.

Date de publication : **06 septembre 2023**

La Fivape regrette que le gouvernement justifie l'interdiction prochaine des puffs pour des raisons alimentées par la peur et non étayées par les faits et les données scientifiques, tout en laissant passer l'opportunité de faire de la pédagogie autour du vapotage, solution la plus efficace et plébiscitée pour sortir du tabac.

Ce projet d'interdiction des puffs fait débat depuis des mois et les professionnels français du vapotage indépendants de Big Tobacco que représente la Fivape y sont préparés. Cela n'aura, en réalité, qu'un très faible impact sur notre filière : en effet, ces produits sont conçus en Chine et l'essentiel de leur valeur est engrangée à l'étranger.

Nous regrettons la façon dont le rapport contesté de l'Alliance Contre le Tabac a pu influencer le discours du Gouvernement. La situation est plus complexe et nuancée car ces dispositifs jetables, tout aussi dérangeants et polluants qu'ils soient, ont deux effets :

- premièrement, ils permettent à certains fumeurs peu technophiles de se lancer dans le vapotage pour arrêter le tabac, facilitant leur passage ensuite à des équipements remplissables ;
- ensuite, contrairement aux messages largement diffusés depuis un an, les puffs semblent faire "barrage" au tabac chez les jeunes, en remplissant le besoin d'expérimentation que beaucoup ont à l'adolescence, sans que ceux-ci deviennent des consommateurs de longue durée et encore moins des fumeurs.

Ainsi, on a pu constater aux Etats-Unis que la consommation de ce type de produits a eu un impact historique en tenant les jeunes à distance du tabac : le tabagisme chez les lycéens est passé Outre-Atlantique de 12% à 2% (!!!) entre 2012 et 2022, du jamais vu.

Ces informations techniques et statistiques ont été apportées au gouvernement avant l'été, mais décision a été prise d'argumenter l'interdiction des puffs en invoquant un prétendu risque "d'effet passerelle" de la vape au tabac. Effet passerelle qui n'existe pas mais surfe sur la peur légitime des parents.

Nous en concluons que le gouvernement préfère privilégier un effet d'annonce facile, qui rassure les fumeurs sur la non augmentation du prix du tabac en période d'inflation, tout en donnant le sentiment d'adopter un sain principe de précaution pour la protection des jeunes, plutôt que prendre une mesure forte et utile de santé publique qui consisterait à inclure la vape dans la stratégie nationale de lutte contre le tabac.

Il aurait pourtant suffi d'interdire les puffs pour des raisons environnementales, perçues comme prioritaires dans le monde d'aujourd'hui, tout en faisant de la pédagogie autour de la vape et de la réduction des risques. Une occasion manquée qui va permettre le maintien du tabagisme chez les plus jeunes et contribuera à faire régresser encore la connaissance du grand public sur le vapotage...